CENTRE D'ÉTUDE "FEMMES, PRÉCARITÉ ET TRAVAIL SOCIAL"

Synthèse des échanges de la demi-journée de réflexion et de présentation du projet
19 mai 2026

TABLE DES MATIÈRES

01

Introduction

02-06

Présentation du Centre d'étude "Femmes, précarité et travail social"

07-09

Table-ronde n°1 - État des lieux : quelle prise en compte des réalités vécues par les femmes en situation de précarité ?

10-12

Table-ronde n°2 – Comment repenser le travail social dans une perspective féministe dans le contexte actuel ?

13

Conclusions

Introduction

Ariane Dierickx, directrice générale de L'Ilot

L'Ilot travaille, depuis des années maintenant, à rendre visibles les femmes dans le secteur du sans-chez-soirisme, avec notamment une étude-action fondatrice ***« Sans abrisme au féminin : sortir de l'invisibilité »*** publiée en 2022. Celle-ci a débouché sur l'ouverture de **Circé de L'Ilot** en 2023, un centre de jour conçu à 100 % par et pour les femmes.

Presque trois ans plus tard, plus de 500 femmes y ont été accueillies. Ce centre est venu répondre à un besoin urgent : accueillir dignement les femmes en situation de grande précarité, d'exclusion et de sans-chez-soirisme, en tenant compte des spécificités de leurs parcours et de leurs besoins, et notamment des violences qu'elles ont vécues. Il s'est construit sur base d'un triple constat.

- la sous-estimation du nombre de femmes en situation de sans-chez-soirisme, notamment liée au sans-chez-soirisme caché, dont on sait qu'il concerne davantage les femmes ;
- l'inadéquation des infrastructures pouvant fournir un accueil digne et qualitatif aux femmes, du fait notamment d'une **mixité imposée** ;
- le manque de connaissances et compétences au sein de nos secteurs sur les spécificités des parcours des femmes sans chez-soi ou en situation de précarité et donc les besoins qui en découlent.

Le constat que l'on fait aujourd'hui est qu'il faudrait des dizaines de services similaires à Circé de L'Ilot. Et au-delà, qu'il faudrait en priorité **former et outiller** les professionnel·les de terrain, **documenter** davantage les trajectoires de femmes, mieux établir le lien entre parcours de violences faites aux femmes, perte de logement et problématiques de santé mentale liées aux traumas. Cela doit notamment passer par de **l'échange de bonnes pratiques** et, peu à peu, la mise sur pied d'un véritable **réseau** de professionnel·les dédié à ces enjeux.

À L'Ilot, depuis plusieurs années, la question des enjeux croisés « femmes, précarité et travail social » est devenue une priorité. Plusieurs projets se consacrent déjà, sur le terrain, à un accueil spécifique : une maison d'accueil à Saint-Gilles, le centre de jour Circé de L'Ilot, des logements de transition pour femmes en région de Charleroi, des services d'accompagnement à domicile à Charleroi et à Bruxelles de plus en plus attentifs aux trajectoires particulières des femmes et de leurs enfants.

Il manquait à cela un espace de réflexion et de co-construction des savoirs, pour outiller ces équipes mais aussi pour échanger sur ces questions essentielles avec nos partenaires du social. Le projet de **Centre d'étude "Femmes, précarité et travail social"** vient aujourd'hui répondre à ce besoin.

Présentation du Centre d’étude "Femmes, précarité et travail social"

Justine Dofal, chargée de projet pour L’Ilot

Nous avons mené une recherche-action depuis janvier 2025, qui visait à conceptualiser le Centre d’étude “Femmes, précarité et travail social” de L’Ilot, avec pour objectifs :

- d’identifier **les besoins** du secteur social-santé bruxellois et cartographier les initiatives, ressources et connaissances déjà existantes ;
- de définir le **fonctionnement du futur centre d’étude** : structure, partenaires, gouvernance, financements, etc. ;
- d’identifier les **priorités opérationnelles, stratégiques et thématiques** à partir des besoins réels des femmes et des professionnel·les de terrain.

Pour cela, cette recherche s’est appuyée sur une **méthodologie la plus consultative et participative** possible, à travers les leviers repris ci-dessous.

1) **Une consultation large des secteurs du social et de la santé** (processus toujours en cours) visant à identifier les besoins et les opportunités de collaboration. Les secteurs principalement ciblés sont les suivants : droits des femmes, violences faites aux femmes, santé physique et psychologique, assuétudes, migrations, enfance et aide à la jeunesse, etc.

2) Une méthodologie participative de **croisement des savoirs académiques, professionnels et expérientiels** s'appuyant sur des groupes de recherche, dans l’objectif de co-construire le projet avec :

- un groupe de femmes fréquentant régulièrement des services d’urgence
- un groupe constitué de professionnel·les de de différents services de L’Ilot (maison d’accueil, centre de jour mixte, centre de jour Circé, service d'accompagnement à domicile S.Ac.A.Do, etc.).

3) Un **comité d'accompagnement intersectoriel**, pour suivre et conseiller le développement du projet sur base d'expertises pointues et complémentaires, constitué de : Chloé Salembier (UCLouvain et Angela D), Julie Buron (Angela D), Sophie Lahaye (Sister House), Valentine Denis (Rainbow House), Céline Van Vaerenbergh (CHU Saint-Pierre), Marie Zune (DoucheFLUX), Valérie Lootvoet (Université des Femmes), Cécile Rugira (Solidarité Femmes), Moira Fornier (Circé de L'Ilot) et Ariane Dierickx (L'Ilot).

Cette recherche-action est venue mettre en évidence et confirmer certains constats. D'abord, les femmes accompagnées vivent des parcours de violences multiples : à la fois **conjugales et intrafamiliales**, parfois depuis l'enfance ; et **sexistes et sexuelles** quasi quotidiennes, parfois même au sein des services auxquels elles font appel. On identifie donc un continuum de violences masculines qui a marqué l'ensemble de leurs parcours.

Les multiples vulnérabilités liées à la précarité viennent s'additionner et s'enchevêtrer avec ces violences, entraînant alors des **problématiques de santé physique et mentale ainsi que d'assuétudes.**
Viennent s'y ajouter des difficultés spécifiques pour celles, nombreuses, qui sont mères et qui se voient remettre en question dans leurs **aptitudes parentales** et leur capacité à être de « bonnes mères », menant souvent au **placement de leurs enfants**, source d'importantes souffrances pour elles. De ces résultats découle le constat sans équivoque de la nécessité d'un **accompagnement spécifiquement** pensé pour ces femmes et adapté à leurs besoins.

Le principal constat ressorti du groupe de recherche composé de femmes concernées est qu'elles ne se sentent pas en **sécurité** et/ou pas en **confiance** dans beaucoup de services qui sont pourtant censés les aider. Elles pointent notamment un **manque d'écoute et d'empathie**, qu'elles relient à un manque réel de **temps pour pouvoir prendre le temps.** Elles identifient également des lacunes dans la **formation** des professionnel·les qui les accompagnent ainsi que des manquements en termes de respect de la **confidentialité** et de **l'écoute.**

Du groupe de recherche composé de travailleurs et travailleuses sociales ressort aussi le constat qu'ils et elles ne se sentent **pas suffisamment outillé·es** pour faire face à certaines situations et pour accompagner ces femmes de manière qualitative. Ils et elles notent également que, même lorsqu'ils et elles ont été formé·es, il leur **manque du temps et des moyens** pour être réellement à la hauteur d'un accompagnement social de qualité. Ils et elles font face à des injonctions contradictoires, à une pression aux résultats, au temps que prend la gestion logistique du quotidien. Il leur reste ainsi peu de temps et de moyens pour développer l'écoute, construire un lien de confiance sur le temps long, et encourager les liens de solidarité entre femmes.

Enfin, au niveau des consultations du secteur, un réel besoin de travailler sur ces questions a clairement été identifié, avec un accent mis à la fois sur la **recherche** et sur la **formation**. Beaucoup de partenaires ont fait ressortir la nécessité de **travailler de manière intersectorielle**, main dans la main avec les secteurs connexes. Par exemple, dans le secteur de la santé, il est évident que des connaissances et bonnes pratiques peuvent inspirer les pratiques dans les secteurs du social ; mais inversement, il a été identifié que les professionnel·les de la santé pourraient aussi bénéficier de ces partages de savoirs pour améliorer leur compréhension et leur prise en charge des femmes en situation de grande précarité.

C’est sur base de tous ces constats que nous avons pu mettre sur pied le centre d’étude “Femmes, précarité et travail social”, qui travaillera sur les trois leviers suivants :

L’analyse et la documentation

des réalités vécues par les femmes et des pratiques de travail social, via des études-actions, des recherches, des analyses et des publications.

La montée en compétences

proposée aux professionnel·les de nos secteurs,
via notamment des formations et des intervisions.

Le renforcement d’un réseau intersectoriel

autour de ces enjeux pour le partage transversal des savoirs, des pratiques et pour favoriser l’émergence d’un **plaidoyer commun.**

Les thématiques et priorités d'action identifiées comme étant prioritaires à ce stade sont :

- la compréhension plus fine des **liens entre précarité, femmes, violences et la nécessité d'un travail social féministe :** dans cet axe, une formation va être mise sur pied fin 2026. Elle sera proposée à l'ensemble du secteur de manière récurrente. Des financements doivent encore être trouvés pour la faire perdurer les prochaines années ;
- les problématiques liées aux **violences vécues par les femmes.** Il s'agit d'une priorité transversale, qui se retrouvera dans l'ensemble des travaux du Centre d'étude ;
- la **santé mentale** des femmes (en lien avec les violences vécues). Concernant cet axe, un premier travail va débuter en 2026 dans le cadre d'un **projet européen** qui vise à développer une approche sensible au trauma et à la santé mentale dans l'accompagnement en social-santé des femmes multi-vulnérabilisées et précarisées. Des recherches de financement sont en cours pour pouvoir aller plus loin sur ces enjeux ;
- la **parentalité** des femmes en situation de grande précarité et les conséquences sur leurs enfants (placement, etc.), identifiées comme un enjeu primordial, et pour lequel L'Ilot recherche activement des financements pour pouvoir lancer une première recherche-action ;
- d'autres thématiques centrales ont également été identifiées, sans que les moyens actuels ne nous permettent d'imaginer les traiter dans les prochaines années. Il s'agit notamment du logement, de la santé sexuelle et reproductive, des enjeux liés aux migrations, des problématiques liées au travail, du handicap, et des sorties d'institutions pour les femmes en situation de grande précarité et de sans-chez-soirisme.

©Justine Dofal

Table-ronde n°1 - État des lieux : quelle prise en compte des réalités vécues par les femmes en situation de précarité ?

Intervenantes : Susan Even (doctorante à l'UCLouvain et à L'Ilot) , Christine Vanhessen (directrice de la Fédération AMA), Halima Benlahcène (experte du vécu), Valérie Lootvoet (directrice de l'Université des Femmes), Cécile Rugira (directrice adjointe de Solidarité Femmes)

De gauche à droite : Susan Even, Christine Vanhessen, Valérie Lootvoet, Halima Benlahcène, Cécile Rugira et Justine Dotal

La première table-ronde a permis de dresser un état des lieux de la prise en compte – ou plutôt du manque de prise en compte – des réalités vécues par les femmes en situation de grande précarité et de sans-chez-soirisme. Elle a mis en évidence plusieurs constats convergents, portés par des regards complémentaires : celui de la recherche, du secteur du sans-chez-soirisme, de l'expertise vécue, de la sociologie féministe et de l'intervention féministe intersectionnelle.

Un sans-chez-soirisme féminin largement invisible et sous-estimé

Susan Even a rappelé que le sans-chez-soirisme féminin se caractérise par des formes très spécifiques et largement invisibles : logement chez des tiers, dépendance relationnelle, échange d'un hébergement contre des services domestiques ou sexuels, etc. Les femmes évitent la rue, par crainte des violences, et ne basculent dans le sans-chez-soirisme visible qu'en dernier recours. Ces formes cachées du sans-chez-soirisme sont structurées par le continuum des violences masculines qui jalonnent les parcours de vie de ces femmes : violences conjugales, intrafamiliales, sexistes et sexuelles, qui sont très souvent le déclencheur direct de la perte de logement.

Elle a également souligné que les femmes composent majoritairement deux des trois catégories de ménages souffrant le plus de mal-logement et de précarité énergétique. Les profils et trajectoires des femmes en situation de mal-logement sont diversifiés, mais leurs trajectoires résidentielles sont souvent influencées par leur genre. La question du logement est donc profondément genrée, et les données disponibles – notamment le dénombrement de Bruss'help de 2024, qui recense près de 2 000 femmes sans chez-soi en Région de Bruxelles-Capitale –, même si elles sont sensibles aux formes plus cachées du sans-chez-soirisme, ne capturent qu'une fraction de la réalité.

Un secteur insuffisamment outillé pour prendre en compte les spécificités des femmes

Christine Vanhessen a dressé un constat lucide sur l'état du secteur du sans-chez-soirisme : la question du genre y est très récente, ayant réellement émergé dans les années 2000-2010 et renforcée par la crise Covid. Si des avancées ont été enregistrées – notamment en matière de formation et de réflexivité sur les questions de genre dans les structures –, les moyens affectés à ces enjeux restent largement insuffisants, et une politique de genre globale et structurant le secteur fait encore défaut.

Halima Benlahcène a rendu compte de la manière dont ce manque se traduit concrètement : les femmes accompagnées ne se sentent pas en sécurité dans des services d'accueil de jour ou d'hébergement mixtes, leur parole y est mal recueillie, leurs besoins spécifiques (liés aux violences, à la santé mentale, à la maternité) sont sous-identifiés et sous-accompagnés.

Une lecture systémique et féministe indispensable

Valérie Lootvoet a rappelé la nécessité de replacer les trajectoires de ces femmes dans une analyse systémique et structurelle. La précarité des femmes n'est pas un accident de parcours individuel : elle est le produit de mécanismes sociétaux organisés autour du sexe et de la classe – inégalités salariales, charge domestique, injonctions à la maternité, fragilisation lors des ruptures conjugales, etc. Tant que le secteur social ne se saisit pas de cette dimension structurelle, il risque de ne faire que gérer les conséquences de ces inégalités sans s'y attaquer. Cela implique également de reconnaître les femmes accompagnées comme des sujets politiques, porteuses de savoirs, et pas uniquement comme des bénéficiaires.

Les femmes sans-papiers, « à la marge », invisibles de nos services et réflexions ?

Cécile Rugira a interrogé les limites de nos représentations collectives en posant la question de celles qu'on ne voit pas : les femmes racisées, migrantes, sans papiers, qui n'atteignent même pas les services. Mobilisant le concept de nécropolitique d'Achille Mbembe et la pensée de bell hooks « de la marge au centre », elle a mis en évidence que ces femmes sont précisément celles à partir desquelles il faudrait repenser l'ensemble de l'accompagnement social. Non-documentables par les statistiques officielles, non-éligibles aux aides, exposées à des formes cumulées de domination (genre, race, classe, statut administratif, etc.), elles vivent dans les angles morts de nos systèmes de protection. Et pourtant, elles participent au fonctionnement de nos sociétés. Elle a appelé à faire de la directive européenne 2024/1385 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, en particulier à l'alinéa 71, un outil de plaidoyer pour leur garantir protection et accès aux droits, indépendamment de leur statut de séjour.

Table-ronde n°2 – Comment repenser le travail social dans une perspective féministe dans le contexte actuel ?

Intervenantes : Concetta Mayenga (travailleuse sociale à L'Ilot), Christine Mahy (secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté), Sarah de Liamchine (directrice du New Samusocial), Cécile Rugira (directrice adjointe de Solidarité Femmes), Céline Nieuwenhuys (secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux)

De gauche à droite : Sarah de Liamchine, Christine Mahy, Concetta Mayenga, Céline Nieuwenhuys, Cécile Rugira et Justine Dofal

La deuxième table-ronde a réuni des intervenantes aux positions complémentaires – travailleuse de terrain, militante politique, directrice d'institution, intervenante féministe, représentante de l'intersectoriel – pour interroger ensemble comment repenser le travail social dans une perspective féministe, dans un contexte politique et institutionnel particulièrement dégradé. La discussion a fait apparaître trois grandes tensions qui structurent le quotidien des professionnel·les et des structures.

Le travail social pris en étau entre urgence institutionnelle et rythme des femmes

Concetta Mayenga a illustré, à partir de sa pratique quotidienne de travailleuse sociale, la contradiction profonde qui traverse l'accompagnement : les femmes qui ont vécu des violences arrivent épuisées, souvent sans documents, parfois sans leurs enfants, encore dans des situations d'emprise et/ou de choc traumatique. Elles ont besoin de temps pour se poser, se sentir en sécurité, reprendre souffle. Mais très vite, les obligations administratives s'accumulent – CPAS, droits sociaux, logement, plainte, etc. – et les travailleuses sociales se trouvent elles-mêmes en tension entre le respect du rythme de la personne et la nécessité de ne pas laisser s'effriter l'accès aux droits. Cette tension est d'autant plus lourde que beaucoup repose sur l'engagement personnel des professionnel·les, au risque d'un stress vicariant profond.

Sarah de Liamchine a confirmé ce constat depuis la direction du New Samusocial : face à une féminisation croissante du public (majoritairement des femmes victimes de violences), la formation de l'ensemble du personnel – pas seulement les assistants et assistantes sociales, mais aussi les agents et agentes d'accueil et de nuit – est un enjeu décisif, encore insuffisamment investi. Sans formation dédiée, on ne fait que répéter des violences, au sein même de nos institutions, avec un risque accru de réactiver les traumas des femmes accompagnées, car les professionnel·les de nos structures n'échappent pas aux biais découlant des rapports de domination qui structurent la société. Or, on manque aujourd'hui cruellement de moyens pour pouvoir former et outiller correctement les équipes sur ces enjeux car les politiques publiques sont pensées et ciblées pour répondre à un archétype de la personne sans chez-soi qui est la figure de « l'homme dans le métro ».

De l'importance de développer des pratiques de travail social féministes

Cécile Rugira a présenté le modèle d'intervention sociale féministe développé par Solidarité Femmes depuis plus de vingt ans, comme exemple de ce que peut être un accompagnement social ancré dans une perspective féministe intersectionnelle.

Ce modèle s'appuie sur le modèle québécois de **l'intervention féministe intersectionnelle**, et se caractérise par une approche globale et inscrite dans la durée : psychoéducative (comprendre et déconstruire les mécanismes des violences conjugales), sociale (accès aux droits, stabilité matérielle), juridique (accompagnement physique dans les procédures), thérapeutique et corporelle (travail sur le trauma complexe, la réappropriation du corps) et collective (éducation permanente, développement du pouvoir d'agir en non-mixité). Un filet de sécurité est également maintenu bien au-delà de la sortie d'hébergement : ligne téléphonique 24h/24, garderie, aide alimentaire et possibilité de revenir au centre. L'approche part du principe que les femmes ne manquent pas de volonté : c'est le système qui manque de moyens et de vision pour les accompagner dignement.

Un contexte politique de destruction systématique des acquis et la nécessité d'alliances

Christine Mahy a posé un constat politique acéré : dans la conjoncture actuelle, la volonté de destruction systématique de ce qui a été patiemment construit est claire. Les politiques sociales sont marquées par une logique méritocratique qui fait peser sur les individus la responsabilité de leurs difficultés, et les droits conquis de haute lutte – droit au logement, sécurité sociale, crèches, congés, etc. – sont érodés. Pour les femmes précarisées, l'impact est direct et immédiat. Pourtant, Christine Mahy a rappelé que des avancées sont possibles : elles passent par des alliances intelligentes entre acteurs de terrain, militants associatifs et personnes engagées au sein des institutions politiques et administratives, plutôt que par la confrontation permanente. Céline Nieuwenhuys a relayé cette conviction depuis la FdSS, insistant sur l'importance d'un plaidoyer intersectoriel coordonné, capable de montrer où sont les moyens, de documenter les conséquences des coupes budgétaires sur les femmes, et de créer des complicités avec les femmes concernées – tout en reconnaissant que cette mobilisation a un coût énorme en énergie pour les acteurs de terrain déjà épuisés.

Conclusions

Si ce projet de Centre d'étude "Femmes, précarité et travail social" est parti d'une attention particulière portée aux femmes sans chez-soi, cela n'est pas un hasard. D'abord, nous faisons largement le constat que **le logement, pour les femmes, n'est pas qu'un toit :** il est avant tout un lieu pour se mettre en sécurité, un refuge, un moyen de se reconstruire et de voir s'épanouir ses enfants. S'attaquer à la question des femmes en difficulté de logement est donc primordial, car elle sous-tend l'ensemble des enjeux qui nous préoccupent. Par ailleurs, cela s'inscrit dans une démarche qui souhaite **repenser l'accompagnement social « de la marge au centre »**, en reprenant l'expression de bell hooks citée dans son intervention par Cécile Rugira : si l'on parvient à développer des pratiques d'accompagnement social digne et qualitatif pour les personnes les plus vulnérables (par exemple, les femmes très précarisées, en difficulté de droit au séjour ou ayant vécu des violences conjugales et sexuelles), alors on peut penser un accompagnement social qui soit réellement digne et qualitatif pour toutes et tous.

Pour faire exister ce projet, L'Ilot compte s'appuyer sur une **démarche réellement consultative, participative et intersectorielle**, qui repose avant tout sur la mise en commun, le partage et la circulation des savoirs (académiques mais aussi professionnels et expérientiels) et des pratiques professionnelles, en s'inspirant mutuellement.

Ce travail de **montée en connaissances et en compétences** pour améliorer l'accueil et l'accompagnement social des femmes repose sur un travail de documentation, de recherche et de formations, qui est **indissociable d'un réel travail collectif de plaidoyer politique** pour faire évoluer des cadres et législations qui sont aujourd'hui inadéquates.

Questions et contacts

02 537 20 41

www.ilot.be

j.dofal@ilot.be

Photos : ©Justine Dofal et ©Aurélie Van de Walle